la cause du peuple

nouvelle édition

N°19 avril 2013

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire

Dans les usines, les facs et les quartiers organisons la résistance !

La situation pour les masses populaires ne fait que se détériorer. Le gouvernement montre son vrai visage de chien de garde du capitalisme et utilise l'appareil d'Etat pour mettre en œuvre la restructuration du capitalisme dans notre pays. Les fermetures d'usines ne se comptent plus, le chômage a passé le cap des 10,5 %, sans compter les chômeurs à temps partiel et ceux non indemnisés.

l'éditorial

Pour combler les déficits, le gouvernement procède comme le précédent : il augmente taxes et impôts, exonère les employeurs afin d'abaisser le coût du travail et soutient l'accord sur la flexibilité passé entre le MEDEF et les 3 syndicats signataires. Il va faire voter cette loi qui va passer sans coup férir au Parlement. Les confédérations CGT et FO ne veulent pas le signer en l'état mais sont prêtes à en discuter le contenu, ce qui ne règle pas le problème sur le fond. Cet accord va permettre aux patrons de licencier quasiment sans indemnités, sans plan social, de diminuer le temps de travail, de mettre au chômage partiel et de rendre inopérante tout procédure devant les prud'hommes, tribunaux d'appel, cours de cassation. Les syndicats sont appelés par l'Etat et le MEDEF à collaborer dans les instances d'entreprises pour appliquer la flexibilité. Cela n'est pas loin de la cogestion ouverte et ouvre la voie au corporatisme.

ELARGIR LA RÉSISTANCE

Sur le Front Ouvrier

La résistance se prépare : les usines menacées de fermetures s'organisent. Dans la phase actuelle, les ouvriers et ouvrières se coordonnent, mènent des actions «coup de poing» et interviennent auprès des autres secteurs en lutte menacés, comme à PSA où les travailleurs et travailleuses en lutte se tournent vers la sous-traitance, vers d'autres entreprises automobiles. Des manifestations communes ont lieu devant les sièges de PSA, de Virgin, de Goodyear, etc. Le gouvernement envoie massivement ses chiens de garde à Rueil pour défendre le siège des liquidateurs de l'outil de travail, c'est-à-dire des moyens d'existence des travailleurs. Les travailleurs de Goodyear ont combattu avec courage à mains nues les forces surarmées de l'Etat capitaliste qui compte bien défendre son système, défendre par tous les moyens la sacro-sainte propriété privée des moyens de production, dominé par le capital financier.

Les confédérations syndicales, les partis, disent comprendre comprennent la colère des travailleurs, mais ne la justifient pas, l'encouragent encore moins. Ils appellent l'Etat à contraindre les patrons à maintenir l'emploi, à chercher des repreneurs qui insultent les travailleurs ou soufflent le chaud et le froid.

Le gouvernement de gauche va amnistier les syndicalistes condamnés par le gouvernement de droite, mais menace d'engager des poursuites contre les Goodyear et d'autres ouvriers syndicalistes contestataires d'aujourd'hui.

Sur le Front du Logement

Il y a quelques mois, le gouvernement parlait de se pencher sur la loi de réquisition des logements vides mais n'a rien fait, si ce n'est expulser les squatteurs. De tous âges, de plus en plus de personnes sont amenées à dormir dehors. La précarité est si grande que des centaines de milliers de personnes, salariés ou chômeurs, femmes seules ou jeunes étudiants, etc., qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts sont obligés d'avoir recours aux organisations caritatives qui, elles-mêmes, n'arrivent plus à fournir l'aide d'urgence.

La loi DALO, adoptée par le gouvernement précédent après la lutte nationale des SDF soutenue par plusieurs organisations et associations, n'est pas ou peu appliquée, le logement d'urgence ne fait plus face. Le gouvernement, au lieu d'appliquer massivement la loi de réquisition, défend la propriété privée ; les instances régionales, départementales, municipales, même de «gauche», ne prennent aucune initiative pour appeler à la réquisition massive.

Si les associations de lutte pour le logement se mobilisent, en pratiquant des réquisitions ou organisant la défense des locataires, cela reste insuffisant. C'est pourquoi, il est nécessaire de former un Front du Logement pour procéder à ces occupations de façon massive.

Sur le Front Etudiant

Les étudiants demandent :

★ L'abrogation de la LRU et une nouvelle loi qui s'attaque aux véritables problèmes de l'université ;

★ Un engagement budgétaire ferme du gouvernement pour défendre le service public et un transfert de la masse salariale à l'Etat pour empêcher la mise en danger financier des universités ;

★ Un engagement budgétaire pour encourager la recherche fondamentale et collective ;

★ Un engagement budgétaire pour encourager des pédagogies adaptées, notamment en L1, niveau qui réclame des TD à faible effectif ;

★ Une réforme qui absorbe les 55 000 précaires qui font quotidiennement tourner l'université sur des contrats souvent placés en dehors de tout droit du travail (notamment CDD renouvelés, vacations) ;

★ L'abandon des procédures individuelles d'évaluation par des instances multiples et locales, la conservation des instances nationales d'évaluation et des critères nationaux d'avancement dans la carrière (CNU, HDR), un renforcement de la collégialité dans la gestion des universités et dans les procédures d'évaluation ;

★ Une réforme qui pense ensemble l'enseignement et la recherche, au lieu

sommaire

Evènement

★Répression dEtat et résistance ouvrière *(p.3)*

Lutte de classe

★Feu sur les mystificateurs de la classe ouvrière *(p.5)*

★Quelques échos de la lutte à Goodyear, Renault et PSA *(p.6)*

★PSA : A l'intérieur de l'usine en lutte d'Aulnay *(p.7)*

★L'accord flexibilté-sécurité *(p.8)*

★Le chômage , produit du système capitaliste *(p.9)*

(in)Justice de classe

★Face aux crimes policiers, tous unis *(p11)*

Luttes étudiantes

★Unifier nos luttes sous la même bannière *(p.12)*

International

★Réussite de la journée de soutien à la Guerre Populaire en Inde de Clermont *(p.12)*

★Canada : Le PCR dénonce les manoeuvres et le harcèlement de la GRC *(p.13)*

★Italie : Soutien aux camarades maoïstes emprisonnés *(p.14)*

Mémoires des luttes

★Pierre Overney, présent ! *(p.14)*

★Hommage à Missak Manouchian et aux FTP-MOI *(p.15)*

Culture

★Première Ligne : Mémoires des Luttes 4 *(p.16)*

de les opposer.

Le département de sociologie de Nanterre, fort de son histoire, appelle tous les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'Université Paris Ouest Nanterre la Défense et partout en France, à s'opposer à la LRU et à mener toutes les actions nécessaires qui permettront à la communauté universitaire de se faire enfin entendre par le gouvernement. Ces revendications mobilisent aussi à Paris VIII.

DÉVELOPPER LE FRAP

Face à l'offensive accélérée du patronat et de l'Etat capitaliste dirigé aujourd'hui par les sociaux-démocrates, le développement du FRAP est une nécessité. Le FRAP est constitué de 3 Fronts principaux : le Front Ouvrier, le Front du Logement qui inclut la vie dans les quartiers populaires et le Front Etudiant.

Nous avons porté nos efforts sur le Front Ouvrier, en apportant notre soutien depuis plusieurs mois aux travailleurs en lutte de PSA, de Goodyear, de Virgin, Renault, diffusant la Cause du Peuple et des tracts appelant à s'unir à la base, syndiqués et non syndiqués, contre le patronat et les conciliateurs, et en participant aux actions. La majorité des syndiqués en lutte sont à la CGT, mais aussi à Sud et à FO, très peu sont à la CFDT. Beaucoup sont en dehors des syndicats. Les travailleurs en lutte ne sont pas appuyés par les confédérations et prennent leurs luttes en mains. Les confédérations ont soit une ligne de collaboration ouverte, soit de conciliation de classes. Seule la réorganisation du mouvement syndical sur la base de la lutte de classe, prônant l'émancipation totale des travailleurs et travailleuses envers la classe exploiteuse, peut s'opposer à cette politique liquidatrice, par l'unité à la base dans chaque entreprise unissant syndiqués de différents syndicats et non syndiqués, par la coordination des luttes pour n'en former qu'une, une lutte unifiée devant s'élargir à toutes les entreprises.

Sur le Front du Logement, nous avons mené la lutte aux côtés des travailleurs en lutte à la Courneuve, à Montreuil et à Epinay. Malgré les liens développés entre ces luttes, le front n'a pas pu se mettre en place de façon stable, en raison d'activités sectaires d'une part et de la répression d'autre part, isolant les luttes les unes des autres. Aujourd'hui, les luttes pour le logement restent encore trop isolées les unes des autres malgré le gros travail dépensé par certains groupes et organisations. Il est nécessaire de regrouper les différentes luttes pour développer un rapport de force conséquent. C'est pourquoi, nous préconisons la construction d'un Front sur le logement dans chaque quartier populaire et à l'échelle du pays pour la généralisation de l'occupation des logements vides.

L'expérience sur le Front Etudiant du soutien aux luttes ouvrières sur la base de leurs revendications en organisant des meetings de solidarité comme cela s'est fait à Sciences-Po et à Paris VIII et en allant aux portes des usines en luttes est positive. Le développement de ces expériences ne peut se faire que par la lutte idéologique révolutionnaire à tous les niveaux.

Le lien entre le Front Ouvrier, comme Front principal, et les autres fronts de lutte est naturel. La complémentarité de ces luttes saute aux yeux mais le travail reste grand pour construire l'unité révolutionnaire nécessaire à l'avancée de la lutte de classe de façon significative. Seule une lutte en direction du renversement révolutionnaire de l'Etat capitaliste et de la construction d'une société où le pouvoir politique et les moyens de production seront aux mains des travailleurs et travailleuses pourra régler les problèmes du travail, du logement et de l'éducation, ainsi que tous les autres problèmes auxquels sont confrontés quotidiennement les travailleurs et travailleuses.

Nous invitons chacun et chacune à venir le samedi 20 avril prochain à Paris pour discuter de ces questions et voir comment nous pouvons avancer ensemble. (voir ci-dessous et page suivante)

Relevons la tête et prenons nos affaires en main !

Elargissons la résistance pour alimenter le torrent révolutionnaire !

Répression d'Etat et résistance ouvrière !

Le gouvernement actuel réprime : quelles perspectives pour la classe ouvrière ?

Dans l'état actuel de la crise du capitalisme, le chômage a atteint un niveau record, de plus en plus de personne se rendent compte de la casse terrible à laquelle ce système nous mène. Face à la dégradation de la situation, les travailleurs et travailleuses luttent pour défendre leurs droits.

Cela commence à faire peur au gouvernement qui, soucieux de défendre la propriété privé des moyens de production, emploie la force pour maintenir ce système où la majeur partie travaille pour les profits de la minorité. Nul doute que la répression va entrainer un renforcement de l'Etat policier et s'amplifier contre les ouvriers en lutte, dans les quartiers populaires, les universités, etc.

Cette évolution est l'illustration de la montée d'une nouvelle forme de fascisme.

Face à ces attaques, la volonté de lutte des Goodyear qui ont combattu les forces de répression montre bien qu'à la force on ne peut qu'opposer la force.

Nous devons forger nos outils pour mener la lutte de classe jusqu'au bout :

Une organisation syndicale qui défendra nos intérêts de classe contre l'Etat bourgeois, le patronat et les conciliateurs.

★Une direction politique qui se bat pour un changement radical de société.

Notre stratégie de lutte est :

Elargir et amplifier sur tout le territoire la défense de nos droits légitimes.

★Etablir un rapport de force qui fasse reculer l'Etat capitaliste et son appareil répressif.

★Puis passer à l'offensive pour en finir avec ce système et enlever l'appareil de production à la bourgeoisie capitaliste, pour que la classe ouvrière prenne en main la direction de l'économie et bâtisse une société nouvelle au service des besoins du peuple.

REPRESSION D'ETAT, RESISTANCE OUVRIERE !!!

PC MAOÏSTE DE FRANCE
DRAPEAUROUGE@YAHOO.FR
DRAPEAUROUGE.OVER-BLOG.COM

FRAP
LACAUSEDUPEUPLE@GMAIL.COM
LACAUSEDUPEUPLE.BLOGSPOT.FR

Feu sur les mystificateurs de la classe ouvrière !!!

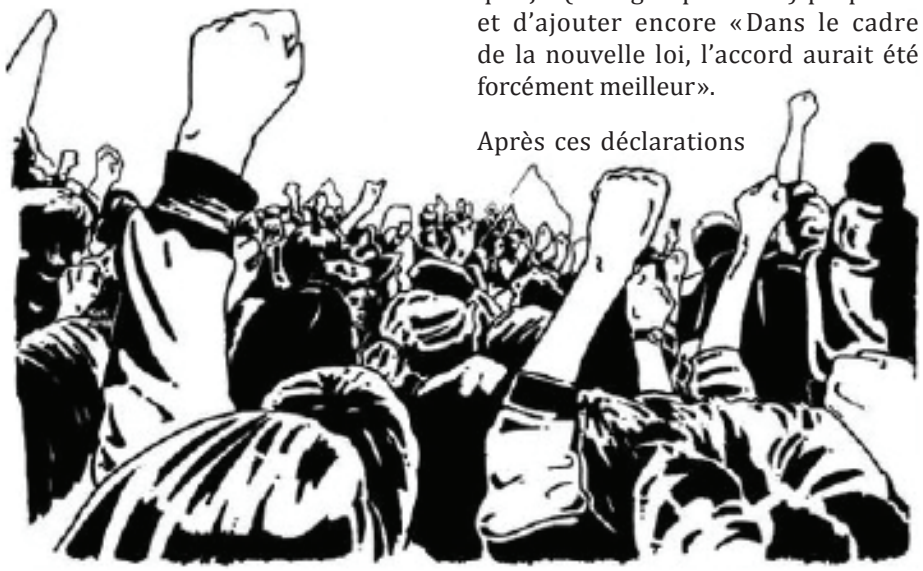
Alors que le syndicat FO jouait au résistant le 5 mars lors de la manifestation contre l'ANI, le 6 mars son syndicat s'agenouille à Renault en déclarant qu'il signerait l'accord de compétitivité cédant à l'intimidation de la direction qui, selon Le Monde économie du 6 mars « … a régulièrement répété qu'en cas d'accord elle s'engagerait à ne pas fermer de sites en France et à ne pas recourir à un plan social malgré les 8260 suppressions de postes prévus d'ici à la fin de 2016, en contrepartie de quoi, les 44600 salariés devaient notamment accepter de travailler plus longtemps et de voir leurs salaires gelés en 2013.»

Le journal social-réformiste du p«c»f ne croyait pas si bien dire lorsqu'il titrait à la une du mercredi 6 mars «c'est bien parti contre l'ANI».

Le p «c» et le Front de gauche maintiennent une influence néfaste sur les masses qu'elles trompent en leur inculquant comme seul moyen force de combat, la sainte croyance à l'unité syndicale au sommet et au parlementarisme.

Tous les ouvrier/ères et les travailleur/euses en lutte ne doivent pas s'en remettre à une action basée sur l'unité de quelques directions syndicales qui ne défendent pas leurs intérêts de classe ! Nous devons organiser notre unité à la base, en désignant des élus révocables par la base à tout moment. C'est le meilleur moyen pour les travailleur/euses de ne pas êtres poignardés dans le dos par les dirigeant qu'ils/elles auront choisies.

La lutte n'est évidemment pas facile lorsque les masses ont affaires à des mystificateurs ! Partis politiques réformistes et directions syndicales sont ces mystificateurs qui brandissent leur chimère «unité syndicale» et leur sauveur «l'Etat».



Ils en appellent toujours à l'Etat. Ils n'inculqueront jamais aux masses le caractère de classe de l'Etat comme tout communiste devrait le faire. Ils préfèrent diriger ses attaques contre le Medef, oubliant ou faisant semblant d'ignorer que le Medef n'est rien sans l'Etat qui le défend. Sans Etat ; armé de sa police, de ses militaires, de sa justice, le patronat ne tiendrait pas longtemps face à la révolte des masses populaires ! C'est l'Etat qui maintient la domination de la classe bourgeoise au pouvoir. Les slogans du Front de gauche tels «prenez le pouvoir» ne sont que des phrases stériles et ne resteront que des slogans sans cette compréhension élémentaire de la nature de la machine étatique.

Dans l'article de l'Humanité, intitulé «la bataille contre l'ANI est lancée» on peut lire «On comprend l'impatience du Medef à voir retranscrit l'ANI dans la loi sans aucun écart. On comprend beaucoup moins l'empressement du gouvernement à s'exécuter.» Manifestement pour les rédacteurs de l'Huma, une muraille de Chine sépare le Medef de l'Etat capitaliste !

C'est pourtant le ministre du travail, Michel Sapin qui déclarait selon le journal le point du 6 Mars au sujet de l'accord signé par F.O à Renault : «C'est un bon accord dans les conditions d'aujourd'hui, c'est ce qui va permettre de sauvegarder des emplois» mais «il n'est pas conclu dans les conditions que JE (souligné par nous) propose» et d'ajouter encore «Dans le cadre de la nouvelle loi, l'accord aurait été forcément meilleur».

Après ces déclarations le FDG, le p «c»f et les directions de la CGT et de FO présenteront encore l'ANI comme un accord exclusivement «made in MEDEF». Quant au rôle de l'Etat dans tout ça ? Eh bien … il faut «influer sur les parlementaires» en appeler aux élus «de gauche» (terme qui justifierait un article entier tant il veut dire tout et n'importe quoi aujourd'hui !) On aura beau répéter que les syndicats signataires sont minoritaires, monsieur Sapin déclare lui qu' «il faut être loyal vis-à-vis de ceux qui ont négocié». Evidemment, l'accord répondant aux intérêts de classe de la bourgeoisie, il prône la loyauté envers les défenseurs du système bourgeois.

C'est la guerre de classe et la bourgeoisie mène la barque parce que nos «gauches» ne connaissent pas la lutte des classes ou du moins ce qu'elle implique. A ce propos, on pouvait lire dans l'édito de l'Huma de ce mercredi «le code du travail est un compromis social, fruit d'un rapport de forces obtenu par plus d'un siècle de combats du mouvement ouvrier. De ce fait il est un bouclier qui protège le salarié contre la gourmandise excessive des exploiteurs.» Voilà ce que défendent nos «communistes de nouvelle génération», nos «socialistes du 21ème siècle» ; un «compromis social» ! ! Pourquoi alors reprocher tant de méfaits au MEDEF ? Madame Parisot aussi vantait dans cet accord l' «avènement d'une culture du compromis» La bourgeoisie, elle, ne voit pas le consensus comme une fin en soi, mais comme une étape. Autant elle peut accepter le compromis sous la pression des masses, autant elle reviendra toujours à la charge.

La lutte des classes ce n'est pas lutter éternellement pour un équilibre entre exploiteurs et exploités, ce n'est pas lutter contre une «gourmandise excessive des exploiteurs» (comme si les capitalistes pouvaient se serrer la ceinture par pitié pour leurs esclaves salariés qui font leurs fortunes).

Si on assume la lutte de classe, alors il faut l'assumer jusqu'à la victoire totale de sa classe sur la classe exploiteuse. C'est comme le camarade Mao Tsé Toung qu'il faut poser le raisonnement de la lutte de classe :

«L'un dévore l'autre, l'un renverse l'autre, une classe est éliminée, une autre classe émerge, une société est éliminée, une autre société émerge.»

Mao Tse Toung, entretien sur des questions de philosophie

La classe ouvrière et toutes les couches exploitées de la société doivent construire leur propre pouvoir populaire, des outils de lutte indépendants des réformistes qui veulent détourner la classe exploitée des taches historiques qui lui incombe dans toute société capitaliste : La Guerre Populaire contre les tenants du capitalisme, le renversement violent de l'Etat bourgeois, sa transformation en Etat socialiste au service du peuple par la dictature du prolétariat sur les exploiteurs, seule possibilité de construire une autre société, ou le travail sera propriété sociale et plus privée, ou les richesses seront produites pour satisfaire les besoins de tous et plus les profits de quelques uns, ou sera balayée l'idéologie bourgeoise dominante haïe des masses.

Les dirigeants syndicaux et les partis politiques qui défendent leur boutique et leur place n'ont jamais été et ne seront jamais les alliés de classe du prolétariat !!!

Il est bon de rappeler comment Lénine avait déjà démasqué à son époque ces mystificateurs :

«La bourgeoisie a besoin de laquais en qui une partie de la classe ouvrière aurait confiance, et qui montreraient sous un beau jour la bourgeoisie par des propos sur les possibilités de la voie réformiste, qui jetteraient de la poudre aux yeux du peuple par ces propos, qui détourneraient le peuple de la révolution en lui dépeignant sous de vives couleurs les charmes et les possibilités de la voie réformiste.»

Lénine, Les taches de la IIIème Internationale, 1919 ★

Quelques échos des luttes à Goodyear, PSA et Renault

Le 7 mars dernier a eu lieu le rassemblement des Goodyear d'Amiens Nord. Comme l'autre fois, le siège de Goodyear était quadrillé par les CRS et les gardes mobiles, bras armés du Capital que les chiens de garde «socialistes» défendent becs et ongles.

Quand les Goodyear sont arrivés, le dispositif policier s'est resserré. Les Goodyear, qui s'étaient fait copieusement arrosés de gaz lacrymogènes particulièrement nocifs, étaient bien décidés à ne pas se laisser intimider par la horde surarmée. Ils avaient apporté quelques pneus qu'ils ont enflammés pour enfumer la horde. Le dispositif s'est immédiatement durci : boucliers, matraques, gaz lacrymogènes, auxquels les travailleurs courageux se sont opposés à mains nues, avec leurs poings, quelques œufs et petites bouteilles vides.

La volonté de lutte était là, et prouve bien qu'à la force, on ne peut qu'opposer la force. Celle du pouvoir repose sur une force de loin, moins nombreuse que celle de la classe ouvrière et des travailleurs. Avec une direction politique conséquente, la classe ouvrière balaierait sans hésitation la force de l'Etat capitaliste qui est peut être bien équipée mais moins nombreuse et sans cause juste à défendre. La bourgeoisie ne peut avoir la détermination des travailleurs. Eux défendent la justice sociale, c'est-à-dire une cause juste, alors que les classes dirigeantes ne sont que des chiens de garde d'un ordre antisocial, injuste. C'est pourquoi, même surarmés, ils ont peur derrière leurs armures, lorsque les travailleurs à mains nues osent les combattre.

A PSA Aulnay, la grève avec occupation de l'usine continue depuis le 16 janvier et bénéficie du soutien financier et moral de plus en plus de monde. Même les tentatives de répression de la part de la direction n'ont rien pu faire pour casser la mobilisation. Elle a au contraire renforcé le noyau dur de la grève, démontrant que les «casseurs» sont les patrons qui licencient, pas les ouvriers et ouvrières qui résistent par tous les moyens pour conserver leur boulot ! Le combat est juste, il doit se renforcer et aller de l'avant !

A Renault, les conciliateurs de FO et la CFE-CGC ont collaboré avec le patron en signant l'accord de compétitivité, contre les ouvriers et ouvrières en lutte pour le maintien de l'emploi. C'est un obstacle de plus sur le chemin de la juste lutte des travailleurs et travailleuses ! La collaboration et la conciliation des «partenaires sociaux» a décidément le vent en poupe ces derniers temps…

Il s'agit aujourd'hui d'unir les travailleurs déterminés, syndiqués ou non-syndiqués. Pour cela il est nécessaire d'écarter les conciliateurs à tous les niveaux.

Nous devons reconstruire brique par brique l'unité politique révolutionnaire et structurer le mouvement de résistance et de lutte. Cela signifie dans un premier temps reconstruire l'unité syndicale de la classe ouvrière autour d'un Front Ouvrier Révolutionnaire, puis, dans un deuxième temps, rassembler un Front Populaire le plus large possible. ★

EN +

★ **A voir et écouter :** plusieurs interviews et une vidéo suite à l'action des PSA d'Aulnay contre le MEDEF et à leur arrestation le 28 mars dernier et à notre visite de l'usine le lendemain.

Vous trouverez également des photos, des vidéos et différents compte-rendus sur le blog de la Cause du Peuple : lacausedupeuple.blogspot.com

LA CITATION

«Le capitalisme est international, il faudra le détruire par l'Internationale. Moi je suis pour la révolution. J'ai perdu mes illusions, j'étais pas comme ça avant le conflit. J'étais un pacifiste, un écologiste, un humaniste. Je croyais pas en la révolution, je croyais pas en la violence. Aujourd'hui, je pense que la seule façon de réussir une révolution, ça sera de passer par la violence, parce qu'on aura pas le choix.»

Xavier Mathieu, le 22 mars 2013

PSA : A l'intérieur de l'usine en lutte d'Aulnay

Aujourd'hui, vendredi 29 mars, nous avons été invités par les ouvriers et ouvrières en lutte de PSA dans l'usine d'Aulnay. Après plusieurs mois à leur côté «de l'extérieur», nous avons pu voir comment la lutte se déroulait et s'organisait à l'intérieur de l'usine. Les rencontres et les discussions ont été riches et nous remercions les camarades pour leur accueil chaleureux.

Pour les avoir côtoyés depuis un moment, on savait qu'ils et elles étaient organisés. Mais lorsqu'on est à l'intérieur, on s'aperçoit à quel point. Aucune question relative à la grève, à la solidarité interne et externe, à la répression, aux actions, à la caisse de grève, au développement des relations avec les autres usines, au gouvernement, au patron, à la sécurité, à la culture, etc. n'est écartée et chaque facteur, même minime, est pris en compte pour faire en sorte que la grève soit la plus opérationnelle et la plus efficace possible.

Chacun et chacune peut trouver sa place dans cette mécanique superbe dont seuls les ouvriers et ouvrières, de par leur quotidien et leur condition, font marcher les rouages avec autant de maîtrise.

Le mot d'ordre est résolument la détermination, avec comme vision le mouvement d'ensemble qui permettra à la classe ouvrière d'avoir le rapport de force pour imposer ses mots d'ordre. Les PSA d'Aulnay vont ainsi à la rencontre des autres sites du groupe, des sous-traitants et des autres boîtes en lutte. Loin d'être renfermée sur elle-même, la grève va à la recherche de ses alliés naturels. Pas pour rien qu'elle soit si populaire et qu'elle trouve un soutien au-delà de nos frontières. L'introduction à l'Assemblée Générale de ce matin en témoigne (à écouter sur le blog).

Il n'y a pas un ou une seule gréviste qui pense que le combat sera facile. Cette conscience renforce la détermination. Et l'organisation renforce la confiance dans la capacité au mouvement de se développer, en dépit des hauts et des bas qu'il a traversé, traverse et traversera. Cette force, cette puissance collective, les grévistes la transmettent aux ouvriers et ouvrières qui ne sont pas en grève pour des raisons financières. Et c'est là, comme nous l'explique le Camarade dans l'extrait audio ci-dessous (à écouter sur le blog), que la caisse de grève et la solidarité financière venue de toute la France et d'ailleurs, agit comme un argument supplémentaire en faveur de la grève.

Nous en profitons d'ailleurs pour appeler encore une fois au développement des initiatives de solidarité avec la grève à PSA et plus largement avec les ouvriers et ouvrières en lutte. Déposons des caisses de solidarité dans nos bibliothèques, nos piscines, nos salles de concert et de spectacle, nos maisons de quartier, nos foyers, nos clubs sportifs, nos boulangeries, nos bars, nos lieux de travail, etc.

Cette paye de grève, c'est le fruit d'un vrai travail. Pas un travail de production pour engranger des profits pour le patron et les actionnaires. Un travail qui enrichit l'ensemble de la classe ouvrière dans la continuité de son combat pour le respect, la dignité et la prise de conscience de sa capacité à pouvoir diriger l'ensemble de la société. Car c'est bien la pratique réelle de la lutte, le feu de la lutte de classe, qui forge l'avenir de la future société pour laquelle nous nous battons. Et ça, la grève de PSA Aulnay le démontre par la complexité et l'efficacité de son organisation.

Bien sûr, les pas sont encore nombreux à franchir et le rapport de force n'est pas encore en notre faveur. Ce sera un processus long, au cours duquel nous ferons l'expérience de l'apprentissage du pouvoir, radicalement différent de celui des capitalistes dont le gouvernement actuel n'est que l'expression. Mais nous avons confiance en notre classe pour avancer, se relever après les chutes, apprendre de ses erreurs, s'organiser, combattre et finalement remporter la victoire, c'est à dire abolir l'exploitation de l'Homme par l'Homme. ★

Manif dans l'usine PSA d'Aulnay

Renault Flins

Les Goodyear à Rueil

L'accord flexibilité-sécurité

ou la politique ouverte de collaboration de classe de la CFDT, de la CFTC et de la CGC

Cet accord donne la possibilité aux entreprises d'avoir une plus grande sécurité juridique à la grande satisfaction du Medef. Le chef de l'Etat a demandé dès vendredi «de préparer, sans délai, un projet de loi afin de transcrire fidèlement les dispositions d'ordre législative prévues dans l'accord». Ce qui montre bien de quel côté se place le gouvernement social-démocrate.

La CGT et FO ont dénoncé un «accord inacceptable qui accroit la flexibilité, la précarité». Les deux directions syndicales ne peuvent accepter ce texte, sinon se décrédibiliser après les cuisants échecs dans la campagne sur les retraites, en refusant de pousser la lutte plus avant malgré les pressions de la base. Ils veulent garder bonne figure en dépit de la stratégie légaliste qui amène les travailleurs et les délégués combattifs et sincères le dos au mur, faute de perspectives syndicales et politiques.

Les droits sociaux, le code du travail, les retraites ont été en partie liquidés, réduits autour des tables de conciliation de classes réunissant le Medef et les partenaires sociaux, c'est à dire les directions conciliatrices des syndicats représentatifs reconnus par la bourgeoisie dans le cadre du système capitaliste. Les syndicats officiels font partie intégrante et sont de plus en plus intégrés dans l'appareil d'Etat bourgeois, chargés de maintenir la paix social, dans le cadre de la loi.

Réalistes et pacifistes, réformateurs et non révolutionnaires, ils adoptent le mode de pensée de la bourgeoisie. On nous dit : «C'est la crise, il faut tenir compte de cette réalité, tout le monde doit se serrer la ceinture, se mettre à la place des entreprises».

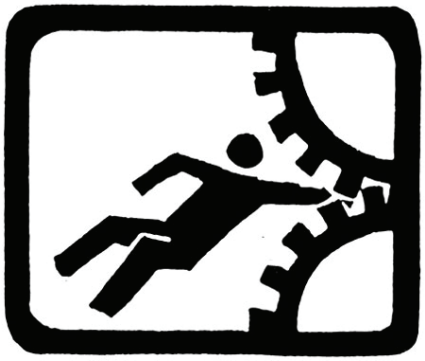
Aussi ils sont pour de «bonnes» conditions de licenciements, pour des nationalisations avec dédommagement pour les actionnaires, les patrons, l'aide de l'Etat, c'est-à-dire en prélevant sur l'impôt dont le montant global est principalement payé par les salariés.

La CFDT est à la tête des conciliateurs. Les dirigeants de la CFDT sont les plus engagés dans la collaboration de classes, ce sont de véritables «vendeurs d'ouvriers».

Avec ses comparses de la CFTC et de la CGC, elle vient de passer l'accord le plus scélérat contre les droits des travailleurs, cela aux profits du patronat.

En ce qui concerne les licenciements économiques collectifs, les PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) seront soumis à un accord majoritaire ou à une homologation de l'administration afin de limiter le contrôle des tribunaux qui parfois refusent le PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi), demandent sa modification, ou des dommages et intérêts aux salariés. Ce qui veut dire en clair que les dommages et intérêt pourront être réduits au minimum. De plus, le patron pourra choisir l'ordre des licenciements, se réservant le «droit» de garder les travailleurs qu'il estime «plus compétents» (ou devrait-on dire «compétitifs sur le marché de l'emploi» pour reprendre leurs termes) et non les plus anciens.

Il s'agit pour eux de renforcer la procédure de conciliation.



Les entreprises qui se déclarent «confrontées à de graves difficultés conjoncturelles» pourront baisser les rémunérations et/ou le temps de travail en s'engageant à ne pas licencier, avec l'accord des ou du syndicat(s) représentant au moins 50 % du personnel. Les salariés qui refusent seront licenciés sans offre de reclassement et autres mesures. C'est ce qui s'est passé en Allemagne, c'est la marche à la paupérisation absolue de la population au profit des actionnaires (capital financier).

Les entreprises pourront imposer le changement de poste ou de lieu de travail, ce qui existe déjà chez Renault. Celui ou celle qui refuse est licenciéE avec des «mesures de reclassement» coûtant moins cher à l'employeur.

Sont mis en place des droits «rechargeables» qui permettent à celles et ceux qui auront retrouvé un emploi de garder les droits à l'assurance non-utilisés. Mais comme il est déjà précisé, cela ne doit pas «aggraver le déficit» de l'Unedic, mesure dépendant des négociations annuelles ; autrement dit, mesure soumise à leur arbitraire.

Les entreprises devront souscrire à une complémentaire santé, qui sera supportée à part égale par le patron et le salarié. Cela est plus élevé que la pratique actuelle et rentre dans le plan de privation de la Sécurité Sociale.

Le temps partiel ne pourra être inférieur à 24 heures semaines (sauf les employés des particuliers ou les étudiants de moins de 26 ans).

Les cotisations d'assurance chômage passeront à 7 % (+ 3 points) pour les CDD de moins d'un mois et à 5,5 % (+de 3 %) pour les CDD de 1 à 3 mois. Cela ne concerne que les contrats pour surcroît d'activité. Sont exclus «les contrats conclus pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire», à savoir les contrats de remplacement (type maternité ou longue maladie), d'usage ou encore saisonniers. Seuls 25 % des contrats courts conclus chaque année sont donc concernés. En outre, les CDI pour les personnes de moins de 26 ans seront exonérés de cotisations d'assurance-chômage pendant 3 mois (4 mois pour les petites entreprises).

Il ne reste plus que la révolte contre le système, sa remise en cause et le démarrage d'une politique révolutionnaire au sein de la classe ouvrière et plus généralement des travailleurs de ce pays.

Cette politique syndicale révolutionnaire ne vise pas à redresser la ligne conciliatrice, mais à développer une ligne révolutionnaire indépendante des organisations officielles. Cette ligne ne peut s'élaborer que par l'unité des travailleurs à la base, syndiqués et non-syndiqués.

Pour cela, édifions le Front Ouvrier Révolutionnaire !

PC maoïste de France ★

Appel de Lyon :

Contre l'accord sur la «compétitivité et la sécurisation de l'emploi» et pour le retrait du projet de loi

APPEL A LA MOBILISATION

Nous, le Comité de lutte de Lyon, considérons l'accord gouvernement/MEDEF/CFDT sur la «compétitivité et la sécurisation de l'emploi», récemment converti en un projet de loi scélérate, comme une déclaration de guerre au monde du travail.

Il prévoit notamment :

- que les plans sociaux deviennent désormais une simple formalité, et que les recours deviennent, eux, presque impossibles

- que les salarié-e-s perdent toute possibilité efficace de recours individuel face aux licenciements, particulièrement aux Prud'hommes, réduits à l'impuissance

- que des «accords» signés le couteau sous la gorge, entreprise par entreprise, puissent désormais se substituer au contrat de travail, aux conventions collectives, au droit du travail lui-même. Les patron-ne-s auront désormais toute latitude pour baisser les salaires et durcir les conditions de travail, dans des conditions bien pires que celles prévues par les dispositifs Sarkozy / Fillon mis en place ces dernières années.

- de nombreuses dispositions amplifiant la précarité : mise au chômage partiel facilitée, «mobilité volontaire sécurisée», «Contrat Intermittent», etc.

- des attaques contre la sécurité sociale et l'assurance chômage, avec à la clé une individualisation des droits, creusant les inégalités, ainsi qu'un pactole de plusieurs milliards pour les sociétés d'assurance privées («complémentaires santé»).

Il faut donc enclencher la lutte.

Nous saluons à ce titre le travail des syndicalistes dans d'innombrables entreprises afin d'informer et de mobiliser sur cette question. Leur combat est le nôtre.

Nous saluons également le combat de tou-te-s les travailleuses et travailleurs qui luttent contre les licenciements et les baisses de salaire, un combat qui va dans le même sens que notre lutte contre l'accord qui est destiné à les aggraver.

Aucun effort ne doit être épargné pour répondre coup pour coup à cette attaque d'une violence inouïe. C'est pourquoi nous appelons, sur tout le territoire, à la constitution de Comités de lutte ouverts à toutes et à tous, syndiqué-e-s comme non-syndiqué-e-s :

- pour exiger le retrait immédiat et sans conditions de ce projet de loi et de toute autre clause issue de l'accord,

- pour combattre tout plan de suppression d'emplois

- pour organiser et renforcer partout le rapport de force avec le gouvernement, avec le pouvoir capitaliste.

Travailleur/euse-s, ouvrier-e-s, employé-e-s, précaires et privé-e-s d'emploi, étudiant-e-s, lycéen-ne-s, apprenti-e-s,

Organisons-nous
et Mobilisons-nous ! ★

Le chômage, produit du système capitaliste !

On aurait pu penser que le suicide d'un chômeur devant l'agence Pôle Emploi de Nantes et les récentes tentatives qui ont eu lieu à Bois-Colombes (92) et à Saint-Ouen (93) auraient fait éteindre les idées réactionnaires visant à définir les chômeurs comme des «assistés» ou des «profiteurs du système».

De même que si nous n'étions pas marxistes, nous aurions pu prêter attention aux propos du président Hollande : «Quand se produit un drame, qui est un drame personnel, c'est aussi un questionnement à l'égard de toute la société.» Quoi ? Monsieur Hollande veut se questionner sur la société, traiter la question du chômage lui vient-il à l'esprit ? Bien sur que non. Pas plus qu'à son ministre du travail Michel Sapin. Ce n'est pas dans leur intérêt et ils ne peuvent strictement rien y faire, à part proposer des cacahuètes. D'ailleurs même ça, ce serait trop demander ! En témoigne le dialogue de sourd qui a eu lieu le vendredi 15 mars entre le ministre du travail et les organisations de défense des droits des chômeurs. Lors de l'entretien, monsieur Sapin renvoie les associations à d'éventuelles propositions dans quatre mois… les cacahuètes, ce sera pour juillet. Puis, sûrement débordé par son «travail», il prend la fuite avant la fin de la réunion. De toute évidence, il n'a aucune solution à apporter aux problèmes des chômeurs.

Nous, en revanche, savons qu'aucune revendication de «meilleur suivi des chômeurs» ne pourra régler concrètement et définitivement le problème du chômage lui-même. Mais pour parler du chômage, encore faut-il pouvoir le définir, en démontrer la cause et le rôle qu'il joue dans l'économie capitaliste :

Les prolétaires qui n'ont que leur force de travail pour s'assurer leur moyens de subsistances sont tous soumis à la concurrence sur le marché du

travail au grand profit des propriétaires des moyens de production, propriétaires également de la force de travail des prolétaires dès lors qu'ils mettent un pied dans l'entreprise. L'anarchie qui règne dans ce système où les capitalistes produisent sans se soucier du besoin général mais pour seul but d'accumuler des profits, entraine des crises systémiques. Analysons deux extraits techniques, mais néanmoins importants du Manuel d'économie politique d'URSS de 1955 :

«L'accroissement de la production en régime capitaliste, comme on l'a déjà dit, s'accompagne d'une augmentation de la composition organique du capital. La demande de main-d'œuvre est déterminée par la grandeur, non du capital tout entier, mais seulement de sa partie variable[1]. Or, la partie variable du capital, avec le progrès technique, diminue relativement par rapport au capital constant[2]. Aussi, avec l'accumulation du capital et le progrès de sa composition organique, la demande de main-d'œuvre se réduit-elle relativement, encore que les effectifs d'ensemble du prolétariat augmentent en même temps que le capitalisme se développe. Il en résulte qu'une masse importante d'ouvriers ne peut trouver à s'employer. Une partie de la population ouvrière se trouve être «en surnombre» ; il se produit ce qu'on appelle une surpopulation relative. Cette surpopulation est relative, parce qu'une partie de la force de travail ne s'avère en surnombre que par rapport aux besoins d'accumulation du capital. Ainsi, dans la société bourgeoise, au fur et à mesure qu'augmente la richesse sociale, une partie de la classe ouvrière est vouée à un travail toujours plus dur et excessif, tandis que l'autre partie est condamnée à un chômage forcé.»

Il suffit de regarder, même de loin, ce qu'il se passe à PSA pour illustrer ce passage. Lors des discussions, les ouvriers expliquent que le patron, en fermant l'usine d'Aulnay, concentre et intensifie la production à l'usine de Poissy. Certains avaient accepté le transfert d'Aulnay à Poissy et sont revenus complètement dégoûtés des conditions de travail, tant par la durée, l'intensité, la pénibilité et le contrôle du travail au sein de l'usine ! Pendant que les ouvriers et ouvrières de Poissy se brisent la santé au travail, les ouvriers et ouvrières d'Aulnay sont privés de leur travail et jetés à la rue.

Puis sur les crises systémiques entrainant une plus grande paupérisation des masses :

«Les crises capitalistes sont des crises de surproduction. La crise se traduit tout d'abord par le fait que les marchandises restent invendues, parce qu'il en a été produit plus que n'en peuvent acheter les principaux consommateurs, les masses populaires, dont le pouvoir d'achat sous la domination des rapports de production capitalistes est extrêmement limité. Les «surplus» de marchandises s'amoncellent dans les entrepôts. Les capitalistes réduisent la production et congédient les ouvriers.

Des centaines et des milliers d'entreprises ferment. Le chômage s'étend brusquement. Une multitude de petits producteurs de la ville et des campagnes se ruinent. La mévente des marchandises produites désorganise le commerce. Les liens du crédit se rompent. Les capitalistes éprouvent un manque extrême d'argent liquide pour effectuer leurs paiements. Et c'est le krach en Bourse : le cours des actions, des obligations et des autres valeurs s'effondre irrésistiblement. Une vague de faillites déferle sur les entreprises industrielles, les firmes commerciales et bancaires.»

C'est bien loin des explications des économistes des médias bourgeois, amateurs eux aussi de cacahuètes à donner au petit peuple.

Il apparaît de manière manifeste que le problème du chômage ne peut pas être résolu dans une société capitaliste ; et en cela, monsieur Sapin nous donne lui-même une partie de la solution à notre problème, lui qui, confronté dès sa prise de poste en 2012 à la hausse du chômage, déclarait : «Il ne suffit pas de changer de président, de premier ministre et de ministre du travail pour que les choses s'inversent». Merci monsieur Sapin ! Effectivement, il faut changer de système !

En l'absence d'une économie planifiée qui ne peut exister qu'en brisant le pouvoir des capitalistes et de l'appareil d'Etat actuel, il est impossible que TOUS nous puissions travailler. Semer l'illusion que le gouvernement bourgeois puisse satisfaire aux demandes des chômeurs c'est tromper les masses et se tromper soi-même. Dans un entretien accordé au journaliste et écrivain H.G Wells en 1934[3], Staline éclaircissait le journaliste sur de telles illusions quant à la volonté et aux possibilités des dirigeant bourgeois :

«L'économie planifiée vise à supprimer le chômage. Admettons que l'on réussisse, en conservant le régime capitaliste, à réduire le chômage à un certain minimum. Pourtant aucun capitaliste ne consentira jamais, et pour rien au monde, à la liquidation complète du chômage, à la suppression de l'armée de réserve constituée par les chômeurs et dont le rôle est de peser sur le marché du travail, d'assurer une main-d'œuvre à meilleur marché.»

Bien sûr, cela ne veut pas dire que le travail des associations de chômeurs est inutile et qu'il ne faut pas appuyer les revendications pour des améliorations, mais on ne peut pas perdre de vue que si on lutte contre le chômage, il faut traiter le problème à la racine. Le véritable ennemi à abattre c'est le système capitaliste ! ★

1. La partie variable du capital représente le salaire, le prix de la force de travail.

2. C'est-à-dire, les outils de production, les matières premières, les bâtiments.

Manif à Paris le 23 mars 2013 «Face aux crimes policiers : tous unis»

«Pour que justice soit rendue aux victimes»

Appel des familles victimes de crimes policiers

15-23 mars 2013 :
Semaine internationale dédiée aux victimes de crimes policiers

Samedi 23 mars 2013 :
Journée de manifestation nationale

Nous, familles victimes de crimes commis par des policiers, avons le devoir de dénoncer la tragédie d'avoir perdu un fils, un père, un frère, un mari, une mère, une épouse, une sœur, un grand-père, une grand-mère, une cousine ou un cousin.

Des victimes qui viennent s'ajouter tristement à la longue liste de toutes les personnes grièvement blessées ou mortes lors d'interpellations policières, de course-poursuites ou en détention. Des victimes seules et non armées, qui sont entravées et frappées, «tasées» ou tuées par balle …

L'usage de techniques d'immobilisation (clé d'étranglement, pliage, …) ou d'armes dites non létales (taser, flashball…) peut provoquer la mort. Lorsqu'elle fait l'objet d'une enquête judiciaire, les policiers impliqués se cachent derrière les méthodes enseignées dans les écoles de police ou prétendent être en «légitime défense».

Ces trente dernières années, nous constatons que dès lors que des policiers sont impliqués, la justice se rend complice en accordant l'impunité aux meurtriers, lorsqu'ils agissent au nom de d'État.

Et les familles ne parviennent jamais à obtenir réparation.

Ces meurtriers disposent ainsi d'un droit de vie ou de mort sur l'ensemble de la population.

Une population jamais reconnue comme victime mais présentée par la majorité des journalistes et des responsables politiques comme étant systématiquement coupable, principalement du fait de ses origines ethniques, sa religion ou de son lieu de résidence.

La persistance de ces violences policières nous oblige à prendre position. Nous les familles meurtries dans notre chair, nous vous appelons à vous joindre à nous pour s'organiser et résister à la répression d'État et au déni de justice.

Du 15 au 23 mars 2013, créons partout en France des initiatives dans le cadre de la semaine internationale dédiée aux victimes de crimes policiers

Samedi 23 mars 2013 13h à Paris,

unissons-nous dans une marche de la Place de l'Opéra à Stalingrad

Tous unis contre les crimes policiers

Stop à l'impunité !

Nous avons besoin de toute forme de soutien : prêt de matériel, aide logistique, financière, communication, flyers, photocopies, etc. pour mener à bien l'ensemble de ces actions.

Familles de victimes :
Youcef MAHDI, Nabil MABTOUL, Wissam EL YAMNI, Amine BENTOUNSI, Mahamadou MAREGA, Hakim AJIMI, Ali ZIRI, Lakhamy SAMOURA et Moushin SEHHOULI… ★

Contact :
espacecommunccp@gmail.com

Unifier nos luttes sous une même bannière !

Sur les luttes étudiantes à venir…

Ce Mardi 13 Mars 2013, nous avons pu assister à une Assemblée Générale des étudiants de Paris 8. Ces initiatives tendent à se multiplier dans le cadre de la lutte contre la LRU (loi relative aux libertés et responsabilités des universités). Cette loi annonce une plus grande précarité des universités en les soumettant de manière plus explicite à la logique capitaliste du profit.

Si le nombre de participants n'était pas à la hauteur des enjeux, des voix intéressantes se sont tout de même fait entendre sur le contenu à donner à la lutte. Des intervenants ont souligné l'importance d'une coordination des luttes avec les ouvriers de boites en grève et de ne pas se confiner à la seule lutte étudiante. L'occupation immédiate a même été proposée par un étudiant ; proposition qui n'a malheureusement eu que très peu d'échos.

Le danger qui apparaît souvent en temps de lutte, c'est celui de se limiter aux formes de luttes autorisées par les instances dirigeantes, se limiter aux revendications syndicales, économistes, souvent par manque de compréhension de la société dans laquelle on vit, incompréhension qui nous amène à passer à coté des véritables questions de fond. C'est toute une réflexion sur la société capitaliste qui doit être traitée, et non un simple rejet de telle ou telle loi ou réforme prise isolément, comme un problème à part.

Dans une lettre d'information critique sur la dégradation à venir des secteurs de l'enseignement et de la recherche, publiée par Solidaires étudiant-e-s, nous pouvons lire :

«Au lieu d'être un service public pour l'amélioration de la société, la recherche est donc réduite à une source de richesse pour le privé. La valorisation économique devient le critère de l' «excellence» de la recherche en général.» Nous ne pouvons que faire remarquer que dans une société fondée sur la propriété privée des moyens de production, il ne peut en être qu'ainsi ! La recherche en général, pour les capitalistes, c'est avant tout la recherche de l'accumulation capitaliste, la recherche du profit maximum. Si lorsque l'on parle de «l'amélioration de la société», on veut évoquer le fait de subvenir aux besoins de toute la société, il est clair que la logique du profit d'une classe d'accapareurs rentre inéluctablement en conflit avec toute possibilité d'amélioration réelle de la société.

Par souci d'être au service des masses, nous nous devons de dire qu'il ne faut pas perdre de vue que la société est divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques. Ce qu'il faut constater, c'est à quelle classe profitent les réformes contre lesquelles les masses luttent en ce moment, que se soit l'ANI, la LRU, etc. Tous conviendront qu'elles profitent à la classe bourgeoise et qu'elles sont des attaques de la bourgeoisie capitaliste.

Face à ces attaques, se battre sur les seules revendications ne suffit pas. Si cette classe est un frein pour les revendications légitimes d'émancipation des masses, il faut poser la nécessité de son renversement. Si de plus en plus d'ouvrier-ères, d'étudiant-es, de chômeur-euses s'organisent et pointent du doigt l'importance de coordonner leurs luttes, il faut comprendre que sans traiter les questions de fond sur la société actuelle, toute coordination ne mènera pas bien loin…

Les étudiant-es qui rejettent le système d'exploitation de la classe bourgeoise doivent amplifier la lutte dans les Assemblées Générales étudiantes pour les pousser à s'unir de manière concrète avec le prolétariat, les pousser à devenir des outils de luttes contre l'idéologie bourgeoise. Ils/Elles doivent se réapproprier l'Université, se réapproprier le savoir pour le mettre au service du peuple.

Un changement radical de société doit être prôné par les acteurs et actrices des luttes. C'est haut et fort qu'il faut revendiquer dans les usines et entreprises, dans les quartiers populaires, dans les universités jusqu'aux bidonvilles Rroms, l'importance d'organiser notre classe comme bras armé pour la destruction du système capitaliste ! ★

Réussite de la Journée de Soutien à la Guerre Populaire en Inde à Clermont-Ferrand

Le samedi 23 mars 2013 s'est tenu à Clermont-Ferrand une Journée de Soutien à la Guerre Populaire en Inde. Cet événement, élément de la campagne de solidarité avec les maoïstes indiens, fut une réussite. Il s'inscrit dans la continuité de la Conférence Internationale de Soutien à la Guerre Populaire en Inde qui a eu lieu à Hambourg le 24 novembre 2012. Cette journée fut le fruit d'un travail commun mené par le Comité de Soutien à la Révolution en Inde, le Parti Communiste maoïste de France et l'Organisation Communiste Futur Rouge.

La préparation et la tenue de cette journée fut en premier lieu une lutte portée de concert par nos trois organisation. En effet, plusieurs obstacles se sont dressés devant nous, nous avons dû batailler pour trouver des lieux capables d'accueillir publiquement un événement comme celui-ci. En effet, peu sont celles et ceux capables de

porter la solidarité avec un mouvement révolutionnaire, portant l'espoir de l'établissement d'un pouvoir populaire sur un territoire immense comme l'Inde. Nous pouvons donc dire que le fait d'avoir réussi à organiser une conférence et un concert de soutien à la guerre populaire en Inde fut une première victoire et pas des moindres.

Tout d'abord, nous tenons à remercier l'Hôtel des Vils qui a accueilli la conférence et sans qui l'organisation de cette journée aurait pu être compromise.

La conférence s'est déroulée devant une trentaine de personnes. Nous avons projeté deux courts documentaires sur les luttes populaires en Inde et le quotidien des militants maoïstes qui mènent la guerre populaire. Beaucoup de débats ont suivi cette conférence et nous avons pu parler aussi bien du déroulement de la révolution en Inde, que de points touchant aux fondamentaux de la théorie maoïste. De nombreuses idées reçues ont ainsi été brisées et les discussions ont révélé un réel intérêt des participants pour la question de la guerre populaire.

Soutenir cette dernière, c'est avant tout lutter nous-mêmes contre notre propre impérialisme et en développant les luttes ici. Nous avons l'exemple à Clermont-Ferrand des ouvriers Michelin qui se sont battus contre l'installation d'une usine dans le Tamil Nadu, exprimant ainsi une réelle solidarité avec les paysans indiens. Nous ne pouvons que nous féliciter d'une telle lutte où des ouvriers font passer les intérêts des opprimés d'un autre pays avant ceux des capitalistes de leur propre entreprise.

Nous devons nous nourrir de la guerre populaire en Inde et des expériences accumulées par le PCI (maoïste) et en tirer des leçons pratiques pour développer le mouvement révolutionnaire dans notre propre pays. Notre soutien à la guerre populaire en Inde n'est pas humanitaire, il est politique. Les luttes en Indes et celles en France ne sont pas si éloignées que ce que la bourgeoisie voudrait nous faire croire : dans les deux cas elles sont une expression des contradictions que créent le capitalisme. Que l'on soit en Inde ou dans l'Etat Français, ce qui se joue c'est une lutte de classe entre ceux qui n'ont d'autre moyen pour survivre que leur force de travail et ceux qui s'enrichissent par l'exploitation de la classe ouvrière et de la paysannerie. Ainsi, il nous a paru nécessaire et légitime d'exprimer au cours de cette conférence, mais également pendant le concert, notre soutien aux travailleurs en lutte de PSA et de faire tourner une caisse de solidarité.

Tout comme nos camarades indiens l'on fait avant nous, nous devons lutter pour l'unité du mouvement maoïste en France, ainsi nous pourrons amener une perspective révolutionnaire à la classe ouvrière. Cette journée de soutien que nous avons organisée en commun est un pas non négligeable dans cette perspective d'unification.

Après la conférence, nous avions prévu un concert de soutien à la guerre populaire en Inde afin d'élargir le public touché par notre message et de récolter des fonds pour le CSRI. Cet argent doit permettre de développer des campagnes d'information pour faire connaître largement la situation en Inde.

Cette soirée a été une réussite : les groupes Oxygène Crew et Première Ligne, ainsi que les MC's Jacksy, Fspécial, Lou Chebem et Draco Faya nous ont offert de beaux concerts. Ces groupes sont venus jouer gratuitement en soutien à la guerre populaire en Inde et nous tenons à les remercier encore pour leur engagement à nos côtés lors de cette soirée. Dépassant les réflexes de chapelle, ils ont placé leur musique et leur présence sous le signe de l'internationalisme et de la défense de camarades qui se battent les armes à la main pour éliminer l'exploitation et libérer le peuple opprimé. Nous remercions également le Raymond's Bar qui nous a permis de faire ce concert dans ses murs. Il n'est pas courant qu'un lieu de concert accepte de sortir de la « neutralité » politique pour défendre un mouvement révolutionnaire, cela est donc d'autant plus appréciable.

Cette journée fut une réussite, un exemple de ce que peut être l'internationalisme prolétarien. Nous appelons donc à réitérer ce type d'initiatives partout en France et à intensifier sur l'ensemble du territoire les campagnes de soutien à la guerre populaire en Inde. Aujourd'hui, les exploité-e-s indien-ne-s sont reparti-e-s à l'assaut du ciel sous la direction du PC d'Inde (maoïste), ce qui prouve que non seulement la fin de l'Histoire n'est pas arrivée mais surtout qu'il est possible de vaincre le capitalisme, le communisme représentant l'avenir.

LEUR LUTTE EST LA NOTRE !

INTENSIFIONS LE SOUTIEN A LA GUERRE POPULAIRE EN INDE !

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

PC maoïste de France
Organisation Communiste Futur Rouge

★

Canada : Le PCR dénonce les manœuvres et le harcèlement de la GRC

Mercredi le 27 février, une personne réputée être sympathisante du Parti communiste révolutionnaire a été perquisitionnée à son domicile pendant près d'une dizaine d'heures par un groupe de policiers dirigés par la GRC et sa douteuse «Équipe intégrée sur la sécurité nationale».

Les motifs invoqués par la GRC concernent la commission de supposés actes de terrorisme, en particulier l'attaque en 2010 d'un bureau des Forces armées canadiennes à Trois-Rivières, revendiquée par un groupe qui s'est fait connaître sous le nom de «Initiative de résistance internationaliste».

Une perquisition de même nature frappait au même moment les locaux de l'Association étudiante du cégep Lionel-Groulx à Ste-Thérèse au nord de Montréal, la GRC saisissant à cette occasion une grande partie du matériel nécessaire au fonctionnement quotidien de l'association.

Le GRC affirme également avoir procédé à d'autres perquisitions à Saguenay et dans l'arrondissement Saint-Hubert à Longueuil, mais elle se refuse à dévoiler l'identité des personnes concernées.

La veille, 26 février, un étudiant de Sherbrooke, ayant également côtoyé des supporters du PCR, fut intercepté à l'Ange-Gardien par des policiers alors qu'il se rendait en autobus manifester à Montréal avec un groupe d'étudiants et d'étudiantes de sa région. Il fut amené et détenu pendant plusieurs heures dans les locaux de la GRC à Westmount. Dans ce cas, comme dans tous les autres, aucune accusation ne fut déposée par les policiers.

Encore une fois, la GRC a rejoué son

manège cousu de fil blanc. Il apparaît évident que la GRC cherche à se rappeler régulièrement au bon souvenir de la population québécoise (qui a trop tendance à son goût à se foutre «royalement» de l'existence de ce corps policier réactionnaire) pour pouvoir ainsi aller à la pêche aux informations dans des dossiers où tout porte à croire qu'elle piétine depuis de nombreuses années.

Les enquêteurs de l'«équipe intégrée» recherchent sans subtilité aucune l'attention des médias pour relayer auprès des milieux militants leur désespérant besoin d'informations. Les enquêteurs de sa royale majesté recherchent depuis des années le grand méchant loup, et ils imaginent sa tanière dans tous les milieux militants.

Bien sûr, politique oblige, la GRC profite de ses sorties annuelles pour monter des dossiers, pour cartographier les milieux militants et accumuler des caisses et des caisses de matériel informatique et de documents divers.

Mais que récolte-t-elle ainsi ?

De grandes bannières qui ont fait les 400 pas dans nos rues printanières !

De superbes drapeaux rouges !

Des documents qui exposent par centaines les raisons de lutter contre le capitalisme !

Des documents qui fournissent par centaines les exemples des luttes populaires d'ici et d'ailleurs !

Des documents qui donnent des centaines d'exemples d'actions et de manifestations courageuses desquelles il faut s'inspirer !

Le Parti communiste révolutionnaire dénonce ces perquisitions de la GRC, ainsi que toute l'activité policière actuelle contre les militants, militantes et leurs organisations, en particulier contre les organisations révolutionnaires qui luttent contre le pouvoir des grands capitalistes.

Le PCR appuie tous les militants et militantes qui servent le peuple par leurs actions, leur implication dévouée et généreuse, et par leur parti-pris en faveur des défavoriséEs de la société bourgeoise.

Le PCR invite tous les militants et toutes les militantes à continuer leur bon travail dans les luttes actuelles, et à ne pas laisser les forces policières en détourner le cours. ★

Italie : Soutien aux Camarades maoïstes condamnés !

Les camarades du cercle de «proletari comunisti» de Palerme expriment leur grande solidarité aux camarades de notre Parti Ernesto et Margarita, dirigeants des syndicats SLAI COBAS pour le syndicat de classe.

Encore une fois, la justice bourgeoise frappe celui qui est en première ligne dans la défense des droits politiques, sociaux et économiques au moyen de la lutte, promouvant la participation sociale de ceux qui en sont privés quotidiennement.

Cette fois, l'Etat bourgeois, par sa magistrature, attaque nos camarades, les condamnant à 15 jours de prison parce qu'ils auraient eu des responsabilités dans la grande révolte de Manduria le 2 avril 2011, où une centaine d'immigrés de Tunisie injustement enfermés dans un véritable camp de concentration, alors qu'était en cours la grande révolte connue comme «printemps arabe», quittèrent le camp grâce à l'action de nos camarades qui ensemble avec d'autres antiracistes, solidaires, contribuèrent activement à cette grandiose évasion de ces otages des fascistes locaux, de la police et des réformistes (en particulier – Sel di Vendola).

La bourgeoisie craint que les prolétaires italiens en lutte s'unissent aux prolétaires immigrés molestés dans notre pays par des lois répressives, racistes et fascistes, c'est ce que signifie cette condamnation.

Prenant acte de la reconnaissance que la bourgeoisie impérialiste italienne fait à l'action de notre parti et de nos travailleurs actifs dans les SLAI COBAS pour le syndicat de classe, nous répondrons coup pour coup à cet énième acte répressif dans nos luttes de Taranto à Palerme, de Milan à Ravenne, de Dalmine à Gênes, …

Cercle proletari comunisti de Palerme ★

Pierre Overney, présent !

Samedi matin 23 février 2013, malgré le froid glacial, nous avons rendu hommage à Pierre Overney, assassiné par Tramoni devant l'usine Renault Billancourt le 26 février 1972.

Quelques interventions ont rappelé que cette commémoration n'est pas tournée vers le passé mais vers l'avenir et que le lien est fait entre la lutte d'hier, dans les années 70 autour de la Gauche Prolétarienne, et aujourd'hui avec les nombreuses luttes ouvrières se déroulant dans le contexte de crise.

Nous avons ensuite chanté le Chant des Nouveaux Partisans et l'Internationale.

Pierrot vit dans notre lutte !

Voici l'appel ci-dessous :

Après avoir célébré les 40 ans de la mort de Pierre Overney l'année dernière, nous appelons cette année à un rassemblement commémoratif au cimetière du Père Lachaise à Paris, le samedi 23 février 2013.

Dans la lignée de l'année dernière, il ne s'agit pas pour nous de ressasser le passé mais bien de reprendre l'héritage du mouvement révolutionnaire entre nos mains. Nous ne sommes pas nostalgiques. Parmi nous, les jeunes camarades n'auraient jamais entendu parler de la Gauche Prolétarienne, de l'histoire de Pierre Overney, si nos anciens n'avaient pas transmis leur mémoire. Aujourd'hui, nous avançons avec cet héritage que ni l'école ni les médias ne nous ont transmis.

L'assassinat de Pierre Overney par Tramoni devant l'usine de Renault Billancourt le 26 février 1972 a une résonnance particulière cette année avec les nombreuses fermetures d'usine annoncées et les luttes qui se développent en conséquence. A PSA Aulnay, où les ouvriers et ouvrières sont en grève et occupent leur usine, on parle d'un retour aux années noires avec des centaines de vigiles et de cadres venus de plusieurs sites pour jouer les gros bras et faire pression sur les non-grévistes.

Mais la résistance s'organise et la classe ouvrière commence à relever la tête et reprendre ses affaires en main, à Goodyear, PSA, Renault, Sanofi, Granlait, Pilpa, etc.

Mettre de côté notre histoire de lutte, notre histoire révolutionnaire, c'est isoler les luttes de résistance qui fleurissent partout où une usine ferme, où les violences policières sévissent, où les expulsions se poursuivent, où l'exploitation et la domination s'affirment encore plus fortement. Et cette histoire de la France révolutionnaire n'est pas, comme les partis bourgeois voudraient bien nous le faire croire, limitée à 1789. Notre histoire révolutionnaire est d'une part bien plus large que celle du territoire national car la classe ouvrière est une classe internationale ; d'autre part, elle reste encore à écrire, car la révolution reste à faire.

Pour cela, nous nous appuyons sur le glorieux héritage de la Commune de Paris, des grandes grèves de 36, de la résistance antifasciste, de mai 68 et de sa continuité au travers des mouvements tels que la Gauche Prolétarienne. Plus récemment, la lutte contre le CPE et la révolte des banlieues portent en eux les germes du mouvement général qui embrasera le pays.

Mais nous voyons aussi au-delà de nos frontières et regardons avec attention les mouvements révolutionnaires les plus avancés à l'heure actuelle : les Guerres Populaires dirigées par les Partis Communistes maoïstes. Qu'elles aient été importantes il y a quelques années, qu'elles grandissent encore ou se préparent, nos regards sont tournés vers le Pérou, la Turquie, le Népal, les Philippines, le Bhoutan, l'Afghanistan, l'Inde, …

Célébrer aujourd'hui la mémoire de Pierre Overney c'est avoir les deux pieds dans le présent, tout en portant sur nos épaules notre héritage, le regard tourné résolument vers l'avenir. ★

Rassemblement en hommage à Missak Manouchian et aux FTP-MOI

Dans le cadre de la semaine anticoloniale, une trentaine de personnes se sont réunies rue de Plaisance (Paris 14e) jeudi 21 février dernier pour rendre hommage aux résistants de la Main-d'œuvre immigrée (MOI), à Missak Manouchian et à son épouse Mélinée (également engagée dans la résistance contre l'occupant nazi).

Les photos ont été prises devant l'immeuble où le couple a vécu jusqu'à l'arrestation par la police française de Missak en 1943 (voir blog).

L'adaptation musicale par Léo Ferré du poème «L'Affiche rouge» de Louis Aragon fut diffusée. Une émotion certaine s'est dégagée des visages… Plusieurs intervenants ont pris la parole.

Missak Manouchian, ouvrier, poète et communiste arménien, a perdu son père lors du génocide arménien de 1915 perpétré par le gouvernement et les militaires turcs. Il aura donné sa vie pour la cause de la Révolution.

D'ABORD EN TANT QU'OUVRIER…

Missak et son frère Karabet arrivent à Marseille en 1925. D'abord menuisier, il monte à Paris pour travailler comme tourneur aux usines Citroën. Missak doit subvenir aux besoins des deux frères, Karabet étant gravement malade. Ce dernier meurt deux ans après. Lui, sera licencié au moment de la grande crise capitaliste des années 1930. Missak fréquente les universités ouvrières de la CGT. Il adhère au Parti communiste en 1934, suite aux manifestations fascistes du 06 février orchestrées par les ligues d'extrême droite. A cette même période, il se joint au Comité de secours pour l'Arménie (HOK). Ce comité aura pour but de collecter des ressources au sein de la diaspora arménienne afin d'aider la jeune République socialiste. L'Arménie soviétique (tout comme le reste de l'URSS) est, en effet, sous le joug du blocus des alliés impérialistes.

…PUIS EN FERVENT RESISTANT ANTIFASCISTE.

Après la trahison collaborationniste, Missak Manouchian redevient ouvrier. Il est arrêté pour la deuxième fois en juin 1941. Après sa libération, il est responsable de la section arménienne de la MOI (clandestine). En 1943, il intègre les Francs-tireurs et partisans – Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI) de Paris. Au mois de juillet de la même année, il en est le commissaire technique.

Les FTP-MOI rassemblent des résistants italiens, polonais, juifs hongrois et roumains, espagnols et aussi français. Cette armée d'ouvriers conscients et de combattants aguerris (certains ont servi dans les Brigades internationales) va infliger de sérieuses pertes à l'occupant nazi. Dans Paris, dès la fin 1942, l'on comptera, en moyenne, une opération armée tous les deux jours (sabotages, attentats, déraillements de trains,…).

Le 28 septembre 1943, les «terroristes» de l'Affiche Rouge liquident Julius Ritter, le responsable du Service du travail obligatoire (STO) en France et général SS.

Le groupe Manouchian est arrêté en novembre 1943, trahi par un renégat. Les membres seront condamnés à mort le 21 février 1944 et exécutés au Mont-Valérien (dans la proche banlieue ouest de Paris). Olga Bancic, seule femme du groupe, sera décapitée en Allemagne le 10 mai 1944.

L'AFFICHE ROUGE : QUELLES SIGNIFICATIONS AUJOURD'HUI ?

A l'heure où la terreur raciste s'intensifie contre les travailleurs immigrés, à l'heure où le fascisme progresse à grands pas, le combat héroïque de ces courageux militants doit-être connu de tous/tes. Mais les commémorations ne suffisent pas : avec la crise générale du capitalisme, le plus dur reste devant nous. En avant ! ★

Première Ligne : Mémoires des luttes 4

Première Ligne est un groupe de rap du 93. Skalpel, E.One et Akye font partie des rares artistes qui se placent clairement du côté du peuple. Et pour eux, ce n'est pas juste une posture mais bien une pratique réelle et vivante.

Voici le texte de la chanson *Mémoires des luttes 4* extrait de leur album éponyme qui vient de sortir :

J'ai connu l'autonomie dans l'Italie des années de plomb
Lotta Continua, Prima Linea, grève des loyers, occupations
Fils d'exilés, j'ai fait la queue devant les préfectures
Supporté le mépris de certains français
Traitant mon père comme une ordure
Dormi dans des foyers Sonacotra
Bossé au noir sans protection et sans contrat
Mon cadavre s'est échoué sur une belle plage de la côte d'azur
Jeté à l'eau par un passeur devant les yeux d'une raclure
Qui en voulait à mon ossature
Face au pouvoir blanc j'ai brandi la Wipala en Bolivie
Récupéré ma terre spoliée fier de mon peuple et mon ethnie
Jamais soumis fier comme Charlie Bauer
Courageux comme Salah Hamourie dans les prisons de l'oppresseur

Refrain :
Passé, présent, futur
Histoires populaires et cultures
Ne jamais oublier voilà le seul but
Revendiquer haut notre mémoire des luttes
Passé, présent, futur
Histoires populaires et cultures
Ne jamais oublier voilà le seul but
Revendiquer fort notre mémoire des luttes

Innocent l'Etat m'a condamné comme les frères Kamara
Quinze ans de taule parce que des flics pleurent
A la barre et devant les caméras
Considéré comme fou attaché à mon arbre
Eco-Warrior mon combat semble incompris
Par une espèce humaine minable
Féministe pour l'égalité j'ai combattu pour mes droits même avec un voile
Et si ça plait pas à la gauche bien-pensante
C'est qu'au fond un consensus raciste se dévoile
Face aux silences complices
Je me suis révolté dans le ghetto de Varsovie
Spartakiste allemand, faire péter le Reichstag faisait partie de mes envies
Mon leitmotiv lutter contre l'oubli
Coursé par des flics qui se croyaient dans un safari
Je suis mort assassiné à Mantes-la-Jolie, Dammarie

Refrain :
Passé, présent, futur
Histoires populaires et cultures
Ne jamais oublier voilà le seul but
Revendiquer haut notre mémoire des luttes
Passé, présent, futur
Histoires populaires et cultures
Ne jamais oublier voilà le seul but
Revendiquer fort notre mémoire des luttes

Amérindien planqué dans une réserve
J'ai résisté aux assauts du FBI
Refusé les compromis les trêves
Comme le Young Lords Party de la côte est à la ouest-side
En sueur dans des mines à ciel ouvert direction le tombeau
Ma résistance les a tous fait tomber de haut
J'ai discuté avec Fanon, décolonisé mon esprit
Vu la fleur se faner et certains de mes frères en ont payé le prix
Convaincu qu'exister, c'est exister politiquement
J'ai revendiqué la mémoire de mes parents
Immigrés, ouvriers, clandos et sans papiers
Bienvenue dans ma réalité
Chômage, exclusion, précarité
Luttes des quartiers populaires à jamais fiers
Sachez que désormais nous sommes prêts pour la guerre

A retrouver sur bboykonsian.com ★

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

Imp. Spé.